

## Pourquoi Emmanuel Macron relance l'exploration des fonds marins (et de ses ressources)

L'exécutif met les moyens pour lever les mystères des profondeurs. Derrière ces envies d'exploration, les ONG anticipent une future exploitation des matières premières.

Durée : 5 min



Vue aérienne de la Grande Barrière de Corail au large des îles Whitsunday, le long de la côte centrale du Queensland, en 2014  
SARAH LAI / AFP

Actualité | Société | Environnement

Audrey Parmentier

Publié le 23/10/2021 à 17:18, mis à jour le 02/11/2021 à 15:54

Newsletter  
Le Sept

Les 7 infos qui comptent pour commencer la journée

Envoyée chaque matin

E-mail

Je m'inscris

À quelques jours de la COP26, la France s'apprête à mettre davantage la tête sous l'eau. L'objectif affiché par l'exécutif : redynamiser l'exploration des fonds marins. En présentant le plan France 2030, le 12 octobre, le président Emmanuel Macron en profite pour partir à la conquête des profondeurs. Qui, en effet, "peut accepter que nous laissions en quelque sorte dans l'inconnu le plus complet une part si importante du globe ?", a-t-il questionné. Deuxième puissance maritime mondiale, l'Hexagone voit ici l'occasion de se positionner sur l'échiquier géopolitique marin - alors que plusieurs pays avancent déjà leurs pions. Mais "exploration" pourrait, dans le futur, rimer avec "exploitation" s'alarment certaines ONG. Derrière cet engouement politique pour l'océan, des enjeux économiques et stratégiques existent. C'est "un levier extraordinaire de compréhension du vivant, d'accès à certains métaux rares et d'innovation", a avoué le président de la République.

En France, l'attrait pour les fonds marins ne date pas d'hier. Les premières campagnes océaniques ont eu lieu dans les années 70. A l'époque, la découverte des nodules polymétalliques - qui contiennent du fer ou du manganèse - présente un intérêt pour le pays qui sort à l'époque des trente glorieuses. Mais l'excitation retombe, le pays ne disposant pas encore des bons outils technologiques. "D'un point de vue scientifique, l'exploration des fonds marins n'était plus une priorité depuis une cinquantaine d'années. On a sous-investi dans ce domaine", assure à L'Express l'océanographe Françoise Gaill, directrice de recherche émérite au CNRS. Aujourd'hui, les profondeurs reviennent sur le devant de la scène, car "le président a pris la mesure de ce que représentait l'océan sur le plan de la biodiversité". Afin de donner un nouveau souffle à l'exploration des fonds marins, le gouvernement met la main au porte-monnaie : deux milliards d'euros seront consacrés sur cinq ans pour cette mission.

Du point de vue de la recherche, l'annonce de l'Élysée s'apparente à une "bonne nouvelle" dans cette zone où tout reste à faire. "Le potentiel est formidable. Au total, 90% des séquences génétiques déposées dans les banques de brevet proviennent des zones hydrothermales profondes", indique Françoise Gaill. En plus des avancées scientifiques, l'exploration des fonds marins français - qui s'étalent sur plus de 10 millions de km<sup>2</sup> - peut s'avérer intéressante sur le volet économique si les ressources venaient à y être exploitées dans le futur. Sur les fonds abyssaux, il y a des plaines recouvertes de petites boules sombres, grosses comme des balles de tennis, et que l'on nomme nodules polymétalliques, déjà mentionnés plus haut. Ils sont très présents dans le Pacifique. Les profondeurs regorgent aussi d'encroûtements riches en cobalt, situés sur les flancs des monts sous-marins, et de métaux rares.

**LIRE AUSSI >> Les récifs coralliens sont-ils toujours résilients ?**



**La Loupe, le podcast**

Nouveau ! Écoutez l'info de plus près  
Le matin, dès 6h

[Je découvre gratuitement](#)

### "Un coup de boost" pour le secteur industriel

Dans une note datant de juin 2017 sur l'épuisement des métaux et minéraux, l'Agence de la transition écologique (Ademe) déclarait : "Les ressources en nodules et encroûtements sous-marins présentent [...] un potentiel important pour certains métaux, de l'ordre de la moitié de réserves terrestres actuelles de cuivre et dix fois plus pour le manganèse et le cobalt." Et ces métaux sont omniprésents dans notre quotidien : téléphones, train, scanners médicaux... "Dans l'océan Atlantique, il y a un site de production d'hydrogène. Cela peut nous aider à mettre en place les énergies du futur", ajoute Emanuela Mattioli, professeure au laboratoire de Géologie de Lyon. Au-delà des matières premières, ce coup de projecteur sur les fonds marins pourrait dynamiser le monde de la recherche. C'est ce qu'espère Jean-Marc Daniel, directeur du département en charge de l'exploration des grands fonds à l'Ifremer : "Le secteur industriel contient beaucoup de PME. Il y aura aussi des retombées pour elles."

Pour l'instant, la France, dispose de deux permis d'exploration qui lui ont été délivrés par l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM), mandatée par l'ONU, qui supervise ces activités dans les zones hors des limites des juridictions nationales. Au total, 21 organisations disposent de permis d'exploration dont 18 pour la seule zone de Clarion-Clipperton située dans le Pacifique-Est entre Hawaï et le Mexique. Par ailleurs, planter un drapeau tricolore dans les fonds marins représente aussi un enjeu géostratégique quand l'Allemagne, la Chine ou encore la Norvège accélèrent sur ce volet. "On veut que la recherche française soit à la pointe. On ne peut pas rester sur le bord de la route alors que d'autres nations investissent plus", reprend Emanuela Mattioli.

**LIRE AUSSI >> Préservation des océans : la France en fait-elle assez ?**

## "Un écosystème fragile et très peu connu"

Si le président Macron n'a pas encore parlé d'exploitation des ressources, certaines ONG environnementales doutent qu'il s'arrêtera à la première phase. "C'est hypocrite de dire qu'ils vont s'en tenir à de l'exploration. S'ils découvrent des mines d'or au fond de l'océan, ils vont y aller quel que soit l'impact écologique", déplore Frédéric Le Manach, directeur scientifique de l'association Bloom, dévouée à la protection des océans et des espèces marines. L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) reste aussi vigilante. En septembre, elle a adopté un "moratoire sur l'exploitation minière des grands fonds marins, la délivrance de nouveaux contrats d'exploitation et de nouveaux contrats d'exploration", sur lequel la France s'était abstenue. Ce texte demande que ce moratoire soit en place jusqu'à ce que "des évaluations d'impact rigoureuses et transparentes aient été menées" et que "la protection efficace du milieu marin soit garantie".

L'exploitation des fonds marins peut entraîner des dégâts considérables, qui restent pour l'instant très difficiles à quantifier. Selon Frédéric Le Manach, "les engins employés pour exploiter ces

fonds marins ressemblent à des immeubles, ça pose donc la question de l'impact physique." Parmi les autres conséquences : la suspension d'une quantité "astronomique" de sédiments toxiques - sur des milliers de mètres - issus de l'extraction de nodules ou des encroûtements. "Dans ces zones d'intérêts économiques, on trouve un écosystème fragile et très peu connu", rappelle le spécialiste. En plus de décrire les effets de l'exploitation des fonds marins, de nombreuses ONG estiment qu'elles ne sont pas nécessaires. Les défenseurs de l'environnement appellent, au contraire, à davantage recycler les métaux pour répondre à la demande croissante. Contactée par L'Express, une source proche de la diplomatie française qui souhaite rester anonyme assure qu'elle "n'avait pas vu venir" l'annonce faite par Emmanuel Macron. "Honnêtement, je ne sais pas d'où vient cette idée...", s'étonne-t-elle.

***LIRE AUSSI >> Et si les prochaines pandémies venaient du plastique présent dans les océans ?***

Actuellement, aucune exploitation minière des fonds marins n'est autorisée ni programmée, mais les opérations d'exploration, visant à sonder les zones potentiellement intéressantes à exploiter, gagnent du terrain. "Il n'y a pas vraiment de garde-fous. L'Autorité internationale des fonds marins, c'est une boîte noire. Personne n'a le droit d'y aller et il n'y a pas de compte rendu.", fustige Frédéric Le Manach. Aux craintes des ONG, Jean-Marc Daniel répond qu'il est important de mieux connaître les fonds marins afin d'y "voir les impacts que l'on fait sur l'environnement". Pour l'instant, l'heure est à la concertation afin de décider la forme que prendront ces nouvelles explorations. En attendant la conduite de ces recherches, Frédéric Le Manach conclut : "Il y a des trésors de l'humanité qui doivent rester au fond de l'océan."

- 1** ENQUÊTE. Engie, un gâchis industriel français
- 2** Boualem Sansal : "La France vient de découvrir que l'islamisme ronge l..."
- 3** Chapitre inédit : le mystère de la personnalité d'Emmanuel Macron, par...
- 4** Pr Gilbert Deray. Covid-19 : "Les antivax vous mentent"
- 5** Badinter : "Si on avait pris l'islamisme à bras-le-corps, il n'y aurait..."